



19^{ème} audioconférence DG de rentrée

Le redéploiement, tout le redéploiement, rien que le redéploiement ?

% I – Tendances de la pandémie

(détails en page 4)

La DGDDI déplore sa première victime de la Covid. Nous savions qu'un jour ou l'autre une telle annonce devait ou pouvait survenir. Cela ne rend pas pour autant les choses moins terribles.

Nous pensons à lui, à sa famille et à ses collègues. La pandémie prend, quelque part, un nouveau visage pour nous, avec des traits peut-être encore plus cruels ou, tout le moins, plus proches encore de notre corporation.

Malades

La Douane comptabilise 657 cas positifs (chiffre cumulé depuis le 26/10), avec une augmentation de 30 cas sur une semaine.

On voit que la DGDDI suit assez strictement l'évolution globale, avec une progression, non explosive certes, mais qui présente une forme de caractère inexorable pour le moment. C'est à l'évidence la meilleure des raisons pour ne pas baisser la garde et promouvoir toutes les mesures de protection.

Deux foyers épidémiques (« clusters ») sont identifiés :

- Fos-Port-Saint-Louis
- et Mayotte (BSE Pamandzi, DR), etc.



II – Mesures sanitaires

Masques

Doctrine : Les masques de catégorie 1 sont de règle dans les services (avec les FFP2 et chirurgicaux).

Tout ce qui est distribué par l'État est, en principe, conforme au décret.

Rejet : Masques de catégorie 2 et « artisanaux » ne doivent plus être utilisés (non recommandés mais pas interdits).

Distanciation

Non port du masque : La norme de 2 mètres s'impose. Pour les cas contact, la définition sera 15 minutes à moins de 2 mètres.

Avec port du masque : la distance minimale demeure d'1 mètre et la surface est de 4 m²/agent. À défaut de port du masque, ce dernier chiffre est portée à 8 m².

Autres thèmes

Restauration

collective : elle sera modifiée (éloignement de 2 mètres et abaissement de la jauge).

Télétravail : il demeure la norme, dès qu'il est possible.



III – Mesures de contrôle aux frontières

Doctrine

S'agissant des frontières intracommunautaires, le test systématique :

- est exigible aux vecteurs aérien et maritime. Le test s'applique aussi aux chauffeurs irlandais arrivant sur le territoire par la voie maritime (mesure prise ce jeudi 28/01).
- ne s'applique pas au routier et au ferroviaire.



Télétravail (TT) (détails en page 4).

Il y a une petite hausse (+6,07%). Dans le détail, l'évolution est contrastée :

- TT 1 jr/sem : -1,66 %
- TT 2 jrs/sem : +4,47 %
- TT 3 jrs/sem : -2,83 %
- TT 4 jrs/sem : +40,83 %
- TT 5 jrs/sem : +4,28 %

Sommaire

Compte-rendu :	pp 1-3
Annexe 1 : statistiques au 28/01/21	p5
Annexe 1bis : détails sur télétravail	p6
Annexe 2 : postes 2° redéploiement DIPA	p7



IV – Redéploiement DIPA

Pour la « haute » administration, la 1^{ère} mouture du redéploiement SU (44 volontaires) n'est plus adaptée, en raison des perspectives de trafic.

Le gestionnaire aéroportuaire a annoncé que deux terminaux (T1 et T3) seront fermés au moins jusqu'à la mi-2022. Il est anticipé encore une baisse des passages (à l'heure actuelle, on en est déjà à - 80 % de flux voyageurs, contre un maintien du flux fret...).



Exigences syndicales

L'ensemble des organisations syndicales a posé un préalable commun :

- *Il faut gérer le dossier sur la base du volontariat, ouvert à l'ensemble des services concernés.*
- *Les conditions de redéploiement doivent être précisées avec clarté (modalités, durée, prise en charge des frais, etc.).*
- *La situation doit être suivie dans le cadre d'un dialogue social nourri, local et national.*

Le sujet est bien évidemment sensible, notamment en raison des contraintes familiales des agents.

Ce sujet (complexe), que la crise sanitaire nous impose, doit être géré avec les agents et non pas contre ou malgré eux.



Redéploiement sur le fret

S'agissant du redéploiement sur le fret, pour le Di DIPA, le sujet n'est pas simple :

- Cela marche très bien à certains endroits : Centre de dédouanement postal (CDP).
- Cela est beaucoup plus mitigé à d'autres endroits : Banale, Chronopost, FedEx.
- Il faut élargir l'activité à toutes les prohibitions douanières et non aux seuls « stups ».
- Le problème, c'est aussi la limitation des espaces dans un contexte de crise sanitaire. Pour le Di, il n'est pas possible d'accueillir 15 agents redéployés sur chaque site tous les jours... Selon lui, le fret ne pourra absorber tout le monde.

Pour SOLIDAIRES, 2 difficultés sont identifiées jusqu'à présent :

- *la lutte contre la fraude (LCF) uniquement dans le cadre du plan national stupéfiants. Le « déverrouillage » vers toutes les prohibitions va dans le bon sens. Il faut élargir également les plages horaires d'intervention des services.*
- *le sentiment d'essouffement des personnels SU. Si le contact s'effectue bien entre agents CO & SU, l'encadrement SU (CSDS) doit davantage s'impliquer auprès des chefs de bureau.*



Redéploiement en Île-de-France (IDF) et Oise

Les redéploiements vers la brigade de surveillance intérieure (BSI) de Nogent-sur-Oise et, en général, à proximité de Roissy (Trans-Manche, Aulnay-sous-Bois, Marne-la-Vallée, Melun) ne seraient plus privilégiés.

Pour SOLIDAIRES, quoiqu'il en soit, il importe de doter tous les agents avec le matériel adéquat en dotation individuelle (gilet réfléchissant, sifflet, brassard, etc).



Modalités

Périmètre : L'appel (élargi) à candidatures a été lancé. Toutefois, certains services spécifiques n'ont pas vocation à être « désarmés », où la gestion des demandes se fera au cas par cas... :

- Centre de dédouanement postal (CDP).
- Brigade d'investigation locale et de ciblage (BILC),
- Brigade de Surveillance Extérieure Sécurité (BSES),
- Centre opérationnel douanier aérien (CODA).

Demandes : L'agent demandeur peut faire jusqu'à 5 demandes (classées selon ses priorités). L'objectif est d'avoir 150 volontaires.

Priorisations (!) : Sont priorisés les agents des terminaux actuellement fermés (BSE T1, BSE T2C et BSE T3).

La BSE T2BD serait préservée dans l'hypothèse d'une réouverture potentielle du T2B en avril / mai 2021. La direction veut aussi garder du potentiel en cas d'explosion pandémique.

Volontariat : Il sera privilégié. Mais la Dg indique qu'elle ne peut garantir que ce sera le cas à 100 %, en raison de la gravité et de la profondeur de la crise...

Cela dépendra du nombre de retours (« je ne le souhaite pas, je ne le privilégie pas, mais on ne peut pas l'exclure. Je vous propose d'en discuter à l'issue de l'enquête »)...

Gestion – prise en charge :

Les agents redéployés demeurent gérés par la DIPA.

L'agent part avec un ordre de mission et est éligible aux frais de mission.

Le traitement des demandes de prise en charge se fera via CHORUS.

S'il est proche de son lieu de résidence familiale, il ne pourra bénéficier de nuitée. Pour les frais de restauration, ce sont aussi les règles normales qui s'imposeront.

Instances : seront organisés à Roissy :

- un groupe de travail (GT) local (22 février),
- et un comité technique (CT).

Pour notre part, nous actons les réponses faites ce jour. Toutefois, beaucoup de questions demeurent en suspens et les interrogations des collègues sont nombreuses (et légitimes!) :

- *Ainsi SOLIDAIRES considère que cette enquête DIPA doit être ouverte à tous les agents DIPA, c'est-à-dire y compris les agents de la direction régionale d'Orly / résidence d'Orly SU.*
- *Par ailleurs, le classement des demandes doit tenir prioritairement compte des desiderata exprimés lors du « sondage » (ex-enquête!) de novembre 2020.*
- *En outre, il doit y avoir des garanties de retour dans l'unité d'origine, à l'issue du redéploiement.*

Au demeurant, le délai de candidature (moins de 2 semaines !) est trop court. Des réponses consolidées sont indispensables. Il faut donc s'accorder le temps nécessaire, afin d'éviter un échec pour l'administration, ainsi que des difficultés voire des mauvaises surprises pour les agents.

Délai supplémentaire : 1 semaine

En direct live, la Dg propose d'ajouter une semaine au délai, afin de permettre de progresser dans les réponses.

La Dg précise que la liste des résidences possibles pourra être modifiée (élargie).

Une boîte courriel dédiée sera mise en place pour ce sujet.

Addendum du 01/02/2021 :

- *terme de l'enquête : initialement mardi 9/02 → finalement mercredi 17/02 inclus.*
- *Nombre de postes : +31 postes de catégories B et C, soit 198 au total (détails en annexe n°2, page 7).*

**V – Brexit****Locaux**

Au bureau de Calais Tunnel : une extension est en cours et devrait être livrée fin de 1^{ère} semaine de février.

À Calais Port : deux pièces supplémentaires devraient être à la disposition des agents.

Du côté de Dunkerque : le dossier serait moins avancé.

Stress et fatigue des agents

Renforts : les équipes devraient être renforcées (+15 à Dunkerque, +10 à Calais Tunnel Fret, +7 à Calais Tunnel BSE, +9 à Calais Port BSE).

Retex : Un retour d'expérience (charge et régime de travail) est prévu assez rapidement.

Avis SOLIDAIRES

Les renforts annoncés vont dans le bon sens, tout comme l'extension des locaux.

Il n'en demeure pas moins que le travail en bâtiment modulaire (« algeco ») ne saurait être une solution de long terme pour des agents y exerçant à demeure. Outre la problématique de la « passoire thermique », il y a celle de l'image de l'Administration et de la considération de l'État employeur envers ses personnels

Dans l'immédiat, la question de la cote de service est importante et doit être améliorée assez rapidement.

VI – Divers**Accompagnement psychologique**

Il devrait être renforcé avec également une possibilité de contact par courriel.

Locaux sociaux

Une note est en préparation, notamment en raison du nouveau décret sanitaire. C'est un sujet qui va devenir de plus en plus délicat. Sachant qu'on y est sans masque (mécaniquement...) et que la restauration collective sera réduite, c'est un point important...

Techniques professionnelles de contrôle et d'intervention (TPCI)

Les séances de TPCI peuvent reprendre, mais limitées au niveau 1 et selon un protocole très strict. Cette reprise est réversible selon l'évolution de la pandémie.

**Pour conclure**

En raison des futures annonces gouvernementales sur un confinement probable, une réunion de ce type sera prévue (en début de semaine vraisemblablement) dès que lesdites annonces auront été faites.

Bon courage à toutes et tous.

Annexes



N°1 : **recensement des positions statutaires**
à la date du jeudi 21 janvier 2021

page 4



N°1 bis : **recensement du télétravail**
à la date du jeudi 21 janvier 2021

page 5



N°2 : **Postes proposés pour 2^e redéploiement DIPA**
Détail actualisé : 167 + 31 = total 198 postes

page 6

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 28 janvier

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires (toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)																									
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)							
			AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total					
			15 oct	15 oct	15 oct	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan	21 janv	28 jan				
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	267	84	87	79	75	163	162	32	37	5	4	37	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
		DR Guyane	75	92	167	60	55	46	49	106	104	6	5	1	1	7	6	0	1	0	0	0	0	1	2	2	5	5	7	7	
		DR Martinique & services DI	129	103	232	90	91	61	60	151	151	28	34	0	0	28	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	213	66	74	38	45	104	119	42	51	0	0	42	51	2	4	0	0	2	4	1	1	0	0	1	1		
		DR Mayotte	57	32	89	37	42	14	16	51	58	10	9	0	0	10	9	1	1	0	0	1	1	4	5	2	2	6	7		
		DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	119	59	57	21	17	80	74	1	2	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Océanie (Pacifique)	DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	126	48	44	23	21	71	65	19	19	1	0	20	19	0	1	0	0	0	1	7	7	1	1	8	8		
DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	31	13	11	10	10	23	21	1	2	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, ex DI Lyon)	720	656	1 376	349	340	378	358	727	698	409	414	35	33	444	447	14	8	14	11	28	19	31	34	28	28	59	62			
	DI Bourgogne-Franche-Comté - Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	384	256	640	220	222	158	163	378	385	225	225	8	8	233	233	0	1	1	1	1	2	4	4	18	18	22	22			
	DI Bretagne - Pays de la Loire (DI BPD, ex DI Nantes)	394	282	676	204	199	189	191	393	390	219	215	14	13	233	228	0	0	2	1	2	1	8	8	3	3	11	11			
	DI Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	640	549	1 189	354	370	316	325	670	695	288	312	14	13	302	325	6	10	3	1	9	11	8	10	23	23	31	33			
	DI Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	514	999	1 513	282	294	564	583	846	877	282	286	31	30	313	316	1	5	3	4	4	9	6	6	53	53	59	59			
	DI Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	768	519	1 287	376	357	273	258	649	615	408	403	13	16	421	419	1	7	21	2	22	9	28	32	28	29	56	61			
	DI Normandie (ex DI Rouen)	531	271	802	270	265	184	186	454	451	315	322	15	14	330	336	5	1	7	4	12	5	18	18	10	11	28	29			
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	604	448	1 052	259	253	261	265	520	518	401	408	31	31	432	439	4	23	4	1	8	24	13	17	13	13	26	30			
	DI Occitanie (ex DI Montpellier)	501	560	1 061	239	235	280	280	519	515	273	279	5	5	278	284	0	0	0	2	0	2	7	7	25	25	32	32			
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	587	590	1 177	264	256	284	278	548	534	387	393	34	34	421	427	5	8	13	18	18	26	8	10	52	59	60	69			
DI Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	760	918	1 678	411	407	299	292	710	699	146	154	42	38	188	192	0	8	9	1	9	9	26	27	48	50	74	77				
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)	173	16	189	45	32	3	3	48	35	131	134	0	0	131	134	0	0	0	0	0	0	8	8	2	2	10	10			
	Direction générale (DG) dont SARC	813	6	819	326	327	0	0	326	327	506	512	0	0	506	512	4	1	0	0	4	1	35	34	0	0	35	34			
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	96	788	884	61	58	369	452	430	510	34	33	80	82	114	115	1	2	17	3	18	5	1	1	21	21	22	22			
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	360	466	826	200	187	369	355	569	542	194	176	7	5	201	181	0	5	1	9	1	14	6	7	27	28	33	35			
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)	313	236	549	234	88	221	62	455	150	169	274	3	159	172	433	0	0	1	1	1	1	5	5	11	11	16	16			
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	211	21	232	56	47	8	7	64	54	158	153	0	0	158	153	0	0	0	0	0	0	2	2	1	1	3	3			
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	45	246	291	29	31	170	168	199	199	20	24	113	107	133	131	0	1	0	0	0	1	3	3	24	24	27	27			
	Unité information passagers (UIP)	1	16	17	1	1	10	10	11	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	17 502	4637	4430	4628	4529	9265	8959	4704	4876	452	593	5156	5469	44	87	96	59	140	146	231	248	397	409	628	657		
Directions (statistiques non communiquées)	Autres	Service commun des laboratoires (SCL)	392	0	392	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
	Tracfin	105	0	105	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
	Wallis-et-Futuna	8	4	12	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
	Sous-total autres directions	505	4	509	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
Total DGDDI			9623	8 388	18 011	4637	4430	4628	4529	9265	8959	4704	4876	452	593	5156	5469	44	87	96	59	140	146	231	248	397	409	628	657		

* Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.



Annexe n°1 bis : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 28 janvier

Directions			Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours																													
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours						5 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04	sem 03	sem 04
	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	32	37	5	4	37	41	12	25	5	3	17	28	1	9	0	0	1	9	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0		
		DR Guyane	6	5	1	1	7	6	4	3	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0		
		DR Martinique & services DI	28	34	0	0	28	34	11	12	0	0	11	12	5	9	0	0	5	9	0	0	0	0	0	0	1	3	0	0		
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	42	51	0	0	42	51	16	18	0	0	16	18	8	12	0	0	8	12	1	6	0	0	1	6	3	4	0	0		
		DR Mayotte	10	9	0	0	10	9	4	4	0	0	4	4	3	1	0	0	3	1	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0		
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	1	2	0	0	1	2	1	2	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
DR Polynésie-Française (DRPF)		19	19	1	0	20	19	8	9	0	0	8	9	0	2	0	0	0	2	2	1	0	0	2	1	3	2	1	0			
ultra-marines		DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)	1	2	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0			
	hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARÄ, ex DI Lyon)	409	414	35	33	444	447	156	145	8	10	164	155	72	77	5	3	77	80	35	50	3	4	38	54	35	27	4	4		
		DI Bourgogne-Franche-Comté - Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	225	225	8	8	233	233	54	55	3	3	57	58	47	46	1	1	48	47	32	32	0	0	32	32	41	41	1	1		
		DI Bretagne - Pays de la Loire (DI BPD, ex DI Nantes)	219	215	14	13	233	228	67	69	7	4	74	73	63	54	1	1	64	55	25	37	1	2	26	39	12	10	0	0		
		DI Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	288	312	14	13	302	325	95	105	3	2	98	107	55	55	2	1	57	56	35	35	2	3	37	38	32	28	5	5		
		DI Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	282	286	31	30	313	316	97	98	7	10	104	108	68	79	4	2	72	81	48	36	3	6	51	42	29	39	1	0		
		DI Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	408	403	13	16	421	419	138	134	3	4	141	138	93	96	1	1	94	97	54	60	1	2	55	62	42	44	2	2		
		DI Normandie (ex DI Rouen)	315	322	15	14	330	336	98	112	3	3	101	115	91	71	1	2	92	73	29	41	0	0	29	41	25	23	0	0		
		DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	401	408	31	31	432	439	108	114	6	4	114	118	72	69	1	6	73	75	41	48	7	2	48	50	97	96	9	9		
		DI Occitanie (ex DI Montpellier)	273	279	5	5	278	284	77	76	2	3	79	79	62	59	0	0	62	59	45	47	0	0	45	47	17	25	0	0		
		DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	387	393	34	34	421	427	102	122	6	6	108	128	100	99	4	4	104	103	64	57	6	7	70	64	26	37	3	5		
DI Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	146	154	42	38	188	192	42	64	18	7	60	71	38	23	9	5	47	28	7	5	1	2	8	7	1	4	1	1				
	SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)	131	134	0	0	131	134	17	18	0	0	17	18	25	23	0	0	25	23	13	14	0	0	13	14	76	78	0	0		
		Direction générale (DG) dont SARC	506	512	0	0	506	512	110	112	0	0	110	112	125	120	0	0	125	120	114	103	0	0	114	103	92	95	0	0		
		Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	34	33	80	82	114	115	9	9	29	34	38	43	4	6	16	13	20	19	3	1	6	3	9	4	3	5	0	0		
		Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	194	176	7	5	201	181	75	65	0	2	75	67	50	46	4	2	54	48	6	6	0	0	6	6	7	9	1	1		
		Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)	169	274	3	159	172	433	19	20	0	0	19	20	17	20	0	0	17	20	14	99	0	157	14	256	101	104	0	0		
		Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	158	153	0	0	158	153	10	11	0	0	10	11	34	29	0	0	34	29	48	51	0	0	48	51	49	48	0	0		
		Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	20	24	113	107	133	131	4	10	42	35	46	45	0	2	12	15	12	17	0	0	5	3	5	3	1	1	2	2		
		Unité information passagers (UIP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sous-total DGDDI communiqué			4704	4876	452	593	5156	5469	1334	1412	142	130	1476	1542	1034	1008	61	56	1095	1064	619	729	35	192	654	921	694	725	30	30		
Directions (statistiques non communiquées)	Autres	Service commun des laboratoires (SCL)	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
		Tracfin	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
		Wallis-et-Futuna	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
		Sous-total autres directions	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
Total DGDDI			4704	4876	452	593	5156	5469	1334	1412	142	130	1476	1542	1034	1008	61	56	1095	1064	619	729	35	192	654	921	694	725	30	30		
			?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?	?			

Annexe n°2 : Postes proposés pour 2^e redéploiement DIPA

Direction interrégionale (DI)	Direction régionale (DR)	Service/site	Postes cat. A	Postes cat. B & C		Total	
				initiaux	supplémentaires		
 DI Auvergne-Rhône-Alpes (ARA)	DR Annecy (<i>ex-DR Léman</i>)	Saint-Julien-en-G.		4		4	
		Thonon		4		4	
	DR Chambéry	Chamonix		4		4	
	Sous-total DI ARA			0	12	0	12
 DI Bourgogne-Franche-Comté-Centre-Val de Loire (BFCCVL)	DR Besançon (<i>ex-DR Franche-Comté</i>)	Delle		3		3	
		Morteau		4		4	
		Pontalier		7		7	
		Les Rousses		1		1	
	DR Dijon (<i>ex-DR Bourgogne</i>)	Chalon-sur-Saône		2		2	
		Bourges		2		2	
DR Orléans (<i>ex-DR Centre</i>)	Tours		1		1		
Sous-total DI BFCCVL			0	20	0	20	
 DI Bretagne Pays-de-Loire (DI BPDl)	DR Bretagne	Quimper		2		2	
		Roscoff		3		3	
	DR Pays de Loire	Nantes		2		2	
		Sables d'O.		2		2	
Sous-total DI BPDl			0	9	0	9	
 DI Grand Est (DIGE)	DR Nancy (<i>ex-DR Lorraine</i>)	Mont-St-Martin		2		2	
		Saint-Avold		2		2	
		Thionville		2		2	
		Verdun		2		2	
	DR Reims (<i>ex-DR Champ.-Ardenne</i>)	Charleville		5		5	
		Haguenau		2		2	
	DR Strasbourg	Saverne		2		2	
Sous-total DIGE			0	17	0	17	
 DI Hauts-de-France (DI HdF)	DR Dunkerque	Calais Port BSE		9		9	
		Calais Tunnel BSE		7		7	
		Calais Tunnel fret		10		10	
		Dunkerque BSE		15		15	
		Lille Ferroviaire			5		5
		Lille Gare			2		2
Sous-total DI HdF			0	41	7	48	
 DI Île-de-France (DI IdF)	Paris-Est	Marne-la-Vallée			1	1	
		Melun			1	1	
	Paris-Ouest	Val-de-Seine			1	1	
		Sous-total DI IdF			0	0	3
 DI Normandie	DR Caen (<i>ex-Basse Normandie</i>)	Caen		3		3	
		Cherbourg		1		1	
	DR Le Havre	Le Havre BSEN		1		1	
		Le Havre BSEP		2		2	
	DR Rouen	Dieppe		5		5	
		Rouen		2		2	
Sous-total DI Normandie			0	14	0	14	
 DI Nouvelle-Aquitaine (DINA)	DR Bayonne	Cambo		2		2	
		Dax		3		3	
		Hendaye		4		4	
		Oloron		1		1	
		Pau		3		3	
	DR Bordeaux	Arcachon		1	1	2	
	Services DI Bordeaux	Bordeaux BHR			1	1	
		Limoges			3	3	
	DR Poitiers	Poitiers			2	2	
La Rochelle				2	2		
Sous-total DINA			0	14	9	23	
 DI Occitanie	DR Montpellier	Montpellier		2		2	
		Nîmes		2		2	
	DR Perpignan	Bourg-Madame		2		2	
		Perpignan		2		2	
		Le Perthuis			4	4	
		Port-Vendres		2		2	
	DR Toulouse (<i>ex-DR Midi-Pyrénées</i>)	Porta			2	2	
		Ax-les-Thermes		4		4	
		Frouzins	1	5		6	
		Gaud		4		4	
Montauban			4		4		
Sous-total DI Occitanie			1	27	6	34	
 DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse	DR Aix-en-Provence	Menton			4	4	
	DR Nice	Avignon			2	2	
	Sous-total DI PACA-Corse			0	0	6	6
 Autres directions	DG - DG Réseau 2		1	5		6	
	DNRFP - END La Rochelle			3		3	
	Sous-total autres Directions			1	8		9
Toutes Directions			2	165	31	198	

19^{ème} audioconférence DG de rentrée

Le redéploiement, tout le redéploiement, rien que le redéploiement ?



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS

tél : 01 73 73 12 50

site internet : <http://solidaires-douanes.org>

courriel : contact@solidaires-douanes.org

adhésion : solidaires-douanes.org/-adhesion-